

L'ÉTAT DES LIEUX DE LA PARTICIPATION



La Filature, Mardi 20 octobre 2020, 16h15-18h

DÉBAT INSPIRANT ORGANISÉ PAR DÉCIDER ENSEMBLE



Force est de constater que la démocratie française est confrontée à une baisse de la confiance des citoyen·ne·s envers leurs représentant·e·s. A l'occasion d'importants mouvements sociaux tels que Nuit debout, les Gilets jaunes ou les manifestations climat, la participation citoyenne est apparue comme l'une des solutions aux maux de la démocratie représentative.

Il semble que les décideur·euse·s aient en partie entendu le message comme en témoigne l'organisation inédite du Grand débat national et de la Convention Citoyenne pour le Climat. Au sein des collectivités territoriales, les démarches participatives se sont également multipliées ces dernières années et la participation des citoyen·ne·s à l'action publique a été une thématique largement défendue par les candidat·e·s lors des élections municipales de 2020.

Avec l'intervention de :

- **Bertrand Pancher**, Président de Décider ensemble et Député de la Meuse
- **Chantal Jouanno**, Présidente de la CNDP
- **Loïc Blondiaux**, à distance, Professeur de science politique à l'université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- **Luc Martin**, Président de la compagnie Lorraine, CNCE
- **Arnaud Schwartz**, Président de FNE

Animé par :

- **Agnès Popelin**, Administratrice, FNE



RÉSUMÉ DES IDÉES PRÉSENTÉES

1. LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE EST-ELLE EN BON ÉTAT ?

Selon Chantal Jouanno, **l'activité de la CNDP a été multipliée par sept en trois an** : la démocratie participative se développe de plus en plus sur le terrain. Il y a **beaucoup plus de démarches volontaires et innovantes** qu'avant. La participation fait de plus en plus parler et a d'ailleurs été au centre des dernières élections municipales.

Cependant, les discours négatifs se sont aussi amplifiés. La **défiance** s'est notamment **accentuée suite au Grand débat national**. En parallèle, les décideur·euse·s trouvent des échappatoires pour éviter les enquêtes publiques, comme avec la loi d'Accélération et de Simplification de l'Action Publique (ASAP).

Aujourd'hui, **on édulcore et on détricote le droit de participation** alors que la demande de la société civile grandit, en même temps que les démarches volontaires. Mais il y a de l'espoir car d'habitude ce sont les idées de la société civile qui sont en avance sur celles du législateur.



2. COMMENT AMÉLIORER LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE ?

Il faudrait **donner un peu d'air** (financements et moyens humains) **aux initiatives citoyennes libres, clarifier le lien à la décision, diffuser la culture et la formation à la participation** à tous les niveaux (dont à l'école) et **faire respecter le droit** (notamment le droit à l'environnement).

Spécifiquement pour les enquêtes publiques, il faudrait améliorer la communication afin de mobiliser plus de personnes.

Les techniques sont là. Que manque-t-il ? D'abord, **des personnes à l'écoute** pour prendre des décisions. Nous avons besoin de grandes décisions pour renforcer la démocratie participative. Mais il manque également des personnes qui prennent des décisions en prenant le temps. **Il y a l'importance du temps, du long terme**, du droit libre à la parole des citoyen·ne·s.



POINTS À RETENIR

La métaphore de la vague participative par Loïc Blondiaux : « on fait face à une ampleur continue de la vague mais elle se heurte à des grandes falaises et au risque du ressac ».

■ LA VAGUE : il y a une demande forte des citoyen·ne·s et une sensibilisation accrue à la cause environnementale : intérêt de la justice sociale et environnementale.

S'ajoute à cela un tournant participatif dans les communes, l'ampleur de la Convention Citoyenne pour le Climat qui accélère la mise en visibilité de la participation et la diffusion de l'impératif participatif.

■ LES FALAISES : face à cette vague participative il y a des critiques fortes et virulentes de la Convention Citoyenne pour le Climat et des retours en arrière (loi ASAP, loi CESE, menaces sur la CNDP) qui montrent que la participation n'est pas linéaire.

■ LE RESSAC : et le ressac qui montre comment les impératifs participatifs et environnementaux sont bousculés par l'actualité (pandémie, terrorisme) et risquent de ne plus être à l'agenda. S'ajoutent à cela tous les processus actuels qui affectent les démocraties (régression des libertés, polarisation des opinions...).



Pour améliorer la démocratie participative il faut garder une attitude ferme face à tou·te·s ceux et celles qui ne souhaitent pas que la participation se développe. Il faut réaffirmer le discours et les convictions des démocraties sincères et ne pas céder en remplaçant la démocratie participative par quelque chose d'autre. Trois solutions :

■ Continuer à expé-
rimer les dispo-
sitifs en montrant
qu'ils produisent
des décisions meil-
leures

■ Garantir la
connexion entre la
participation et la
décision

■ Parier sur la
jeunesse et les gé-
nérations à venir

 Retrouvez le live de ce débat : www.youtube.com/watch?v=iWC-i50mUrl&feature=emb_title

